



## 32<sup>ème</sup> Congrès des Maires Francophones

Abidjan, 26 au 28 novembre 2012



### Réunion publique

#### **Bilan et perspectives sur les acquis du projet européen « patrimoine culturel et développement local ». 26 Novembre 2012**

L'atelier de restitution du projet « Patrimoine culturel et développement local » a rassemblé 54 participants issus de 17 pays, dont 24 élus (maires, adjoints, conseillers municipaux) des villes membres de l'AIMF.

Après une introduction du représentant de l'AIMF, une présentation de l'historique et des résultats du projet a été faite. Il a été rappelé que l'initiative a été lancée suite aux recommandations faites au sommet Africités de Yaoundé (2003) puis à la demande exprimée par les Maires, en 2007, à l'occasion de la 22e Assemblée générale de l'AIMF à Huê (Vietnam). Par la suite, les activités complémentaires de renforcement de capacités du projet ont été présentées : recherche, sensibilisation des maires, formations des secrétaires généraux et chargés de culture, établissement de partenariats avec une multiplicité d'acteurs complémentaires, réseautage, et édition de documents de synthèse. Enfin, place a été laissée au débat puis à un tour de table, permettant à chacun d'exprimer un témoignage, son opinion, ou encore de faire des suggestions quant au suivi qui pourrait être donné à ce projet.

L'ensemble des participants a apprécié ce qui a été fait, tant dans le fond, sur le bien-fondé et la pertinence de développer des activités dans le domaine lui-même, que dans la forme, sur les activités mises en œuvre par le projet. Il est en effet largement reconnu que le patrimoine culturel (matériel, immatériel) contribue directement ou indirectement au bien-être des populations et à l'équilibre des sociétés, et qu'en étant mieux valorisé, il peut devenir un vecteur pour le développement économique (industries culturelles), l'amélioration des conditions de vie et participer à l'établissement d'une culture de respect mutuel et donc de paix sociale.

Les points plus importants du débat et les demandes des élus ont été les suivantes :

1. Des nombreux maires (ou représentants de mairies) ont regretté de ne pas avoir eu la chance de participer aux activités du projet. Des demandes ont émanées pour que ce même genre de projet puisse être réalisé dans d'autres sous-régions :

- . Asie : Laos, Cambodge, Vietnam
- . Afrique centrale : Cameroun, Congo, Gabon, RDC...
- . et aussi les autres pays de l'Afrique de l'Ouest : Guinée, Togo, Côte d'Ivoire,...

2. Les pays qui ont déjà bénéficié du projet voudraient l'approfondir et l'élargir :

. approfondir en bénéficiant de renforcement de capacités pour la mise en œuvre concrète de projets qui ont émergé ; quelque projet pilote pourraient être soutenu par l'AIMF ou dans le cadre de programmes de coopération décentralisée, et/ou à travers le montage des dossiers de financement ;  
. élargir en poursuivant l'effort de formation à d'autres villes/communes du pays, en appui aux associations nationales et organismes de formations, et à d'autres partenaires potentiels comme les ONGs locales.

3. Les participants à l'atelier ont tous confirmé leur intérêt, y compris de consolider le réseau créé durant le projet, voir l'ouvrir à l'ensemble des membres de l'AIMF. Ce réseau pourrait animer un Observatoire du patrimoine. La ville de Kindia en Guinée a suggéré qu'un site web soit créé. . La ville de Nioro du Rip en tant que représentant de l'AMS a proposé d'animer ce réseau.

4. Une proposition a été faite pour qu'une nouvelle commission soit créée au sein de l'AIMF, entièrement consacrée au « Patrimoine culturel ». Des villes comme Porto-Novo, Monastir, Kindia, Bangangté, Tjevié, Dschang..., ont émis l'idée de porter une telle commission.

5. Les participants ont considéré qu'il est nécessaire de réfléchir à des initiatives au niveau de l'enseignement de base et des actions de valorisation et promotion du patrimoine culturel, y compris d'assurer une présence positive du Patrimoine culturel dans les médias.

6. Qu'un appui puisse être donné aux initiatives et à la multiplication de programmes de formation continue et initiale (diplômants ou non).

7. Que les Mairies inscrivent dans leur budget une ligne spécifique pour le patrimoine culturel. Il s'agit là d'une disposition essentielle pour assurer la pérennité des projets.

En réponse à cette forte demande exprimée par les maires, prenant en compte leurs suggestions et recommandations, et à la lumière de leur expérience, les partenaires du projet « Patrimoine culturel et développement local » - associations nationales de collectivités de Bénin, Cap Vert, Sénégal, Mali, Mauritanie, villes, instituts de formations et universitaires - synthétisent les actions à recommander à l'ensemble du réseau comme suit :

1. que le patrimoine culturel soit systématiquement pris en compte (potentiel, impact) dans les activités qu'elle développe avec ses membres et de faire du lobbying en ce sens (élus, décideurs, médias,...)
2. d'organiser ou soutenir des activités permettant la coordination des initiatives et les échanges d'expérience ainsi que la poursuite de leur capitalisation et diffusion (séminaires, création d'un observatoire,...) ;
3. de soutenir la pérennité du réseau existant, résultant du projet, en veillant à le tenir assez large (Organismes internationaux, Services de l'Etat, ONGs spécialisées, institutions de formation, secteur privé) ;
4. de mettre en perspective la création d'une nouvelle Commission AIMF dédiée au « Patrimoine culturel » ;
5. de mettre en œuvre en Afrique centrale ou d'autres sous-régions d'un projet similaire à celui qui se clôturera en décembre 2012 ;

6. d'apporter un soutien à des Mairies porteuses de projets patrimoniaux, afin de faciliter leur réalisation concrète (finances, expertise,...) ;
7. autant que possible, de contribuer aux initiatives des partenaires du projet dans la poursuite de leurs efforts de renforcement des capacités et de promotion du patrimoine culturel des Mairies membres ;
8. d'organiser un séminaire régional qui permettrait de faire un point sur la situation de la prise en charge du patrimoine culturel dans les villes d'Asie.

De leur côté, les partenaires qui ont accompagné l'AIMF pour la mise en œuvre de ce projet « Patrimoine culturel et développement local » proposent, dans la limite des moyens à leur disposition ou qu'ils pourront mobiliser :

- d'aider aux montages de dossiers permettant de mobiliser des financements, y compris sous des formes innovantes ;
- de poursuivre des actions de formation continue et initiale ;
- d'accompagner, par leur expertise et celle de leurs réseaux, la mise en œuvre des projets concrets, sous forme de chantiers-formation ;
- de diffuser les résultats et l'expérience accumulée dans leurs réseaux respectifs et de contribuer aux nécessaires efforts de sensibilisation et de lobbying.

## **ANNEXE 1 . LISTE ALPHABETIQUE DES PARTICIPANTS LA REUNION PUBLIQUE BILAN ET PERSPECTIVES SUR LES ACQUIS DU PROJET EUROPEEN PATRIMOINE CULTUREL ET DEVELOPPEMENT LOCAL**

### **24 ELUS**

1. ACKAH Anokoi Martin, Maire GRAND BASSAM, COTE D IVOIRE
2. AKOGHE Michel, Maire LAMBARENE, GABON
3. AMPHAYLATH Keophilavanh, Vice-Gouverneur VIENTIANE, LAOS  
DIOP Mamadou Adjoint au Maire KAOLACK, SENEGAL
4. ANDRADE Maria Alleluia, Maire Adjointe, PRAIA, CAP VERT
5. BABA TOUNDE Bienvenu, Conseiller municipal PARAKOU, BENIN
6. BAH Alpha Oumarou, Maire, TELIMELE, GUINEE
7. BARRY Hady, Maire MAMOU, GUINEE
8. CESTOR Octave, Adjoint au Maire aux Relations entre Nantes, l'Afrique et les Caraïbes NANTES, FRANCE
9. DRAME Mamadou, Maire, KINDIA, GUINEE , Président de l'ANMG
10. DRAME Ousmane, Maire NIORO DU RIP SENEGAL AMS
11. GLALO Olympe, Maire G.I.Mono, BENIN
12. KETCHA COURTES, Célestine, Maire BANGANGTE, CAMEROUN
13. MOMO Bernard, Maire, DSCHANG, CAMEROUN
14. MUTIDJA BUNGWE Yannick , Conseiller LUBUMBASHI, R .D. CONGO
15. MUTITA KALUNGA Clotilde, Maire adjoint LUBUMBASHI, R .D. CONGO
16. NOUATIN Alain Fortunet, Maire ABOMEY, BENIN
17. OCENI Moukaram, Maire PORTO NOVO, BENIN
18. OMVA-BEYEME Justin, Conseiller municipal LAMBARENE GABON
19. POATY Donatien Conseiller départemental et municipal, POINTE-NOIRE, CONGO
20. SAEM Nhau, Conseiller provincial chargé de la cellule francophone KAMPOT CAMBODGE
21. SIMAGA Ousmane, Maire SEGOU ,MALI
22. SOSSOU Dakpe, Maire LOKOSSA, BENIN
23. TSHILEMB MUTOMBU, Serge, Conseiller du Maire LUBUMBASHI, R .D. CONGO
24. YOOU DOGO, Jean, Premier adjoint au Maire GRAND BASSAM COTE D IVOIRE

### **22 AUTRES REPRESENTANTS DES VILLES**

1. AGBA Tchapou, Délégué spécial, Délégué spécial, Président de la commission des affaires économiques et financières, ATAKPAME, TOGO
2. AHO-ASSOUMA Suzanne, Vice-Présidente de la Délégation spéciale LOME, TOGO
3. BAH Fatimatou, PITA, GUINEE
4. BATORO Adama, Secrétaire général BANFORA, BURKINA FASO
5. BERTHIAU Maurice, Directeur de la mission Solidarités et Coopérations internationales NANTES, FRANCE
6. BIO SAROU Bakri, Directeur des Ressources humaines et des services à la Population PARAKOU, BENIN
7. BOUAPHA Daophet, Directeur général de la Recherche des Fonds pour le Développement VIENTIANE, LAOS
8. BRISSARD Emanuelle, Chargée de mission coopération décentralisée, COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION EVRY CENTRE ESSONNE, FRANCE
9. DUMOULIN Véronique, Responsable du service des Relations extérieures WOLUWE-SAINT-LAMBERT, Belgique
10. HADHRI Jalel, MONASTIR, TUNISIE
11. HOUNDJO Komlan, Chargé de projet, TSEVIE, TOGO
12. KAFANDO Sidintoin Benjamin Secrétaire général, BOBO-DIOULASSO, BURKINA FASO
13. KEBILIANOU Pierre, PORT GENTIL, GABON

14. KONGO WABO Josselyn, Chef du service socio-culturel et de la promotion humaine, GRAND BASSAM  
COTE D IVOIRE
15. LOGLO Kossi À. Président de la Délégation spéciale TSEVIE, TOGO
16. MBODY Madieye, LOUGA, SENEGAL
17. MOUSSAVOU Guy Roger, PORT GENTIL, GABON
18. RADJI Gaffarou, Chef du service de la Planification et du Développement / Point Focal – AIMF,  
LOKOSSA, BENIN
19. ROSSELAT Daniel, Syndic NYON, SUISSE
20. SOP FOUMBA Guillaume Secrétaire général BANGANGTE, CAMEROUN
21. TCHAKPEDEOU Alassane, SOKODE, TOGO
22. THIAM Ahmadou, LABE, GUINEE

#### **4 REPRESENTANT DES ASSOCIATION DES VILLES**

1. BA Samba, Chargé de mission, AIMF
2. CAMARA Aboubacar Max, Secrétaire exécutif permanent, ANCG, GUINEE
3. RAKOTOMAMONJY Bakonirina, expert, AIMF
4. SOSSOU Arnas, Secrétaire administratif permanent ANCB, BENIN

#### **4 INSTITUTIONS DE FORMATION**

1. JOFFOY Thierry Président CRATerre, FRANCE
2. KEITA, Baba Directeur EPA, BENIN
3. RAGEL AHMED, Directeur ISCAE, MAURITANIE
4. TOURE Bani, Recteur Université des Sciences sociales et de Gestion, BAMAKO, MALI

## **ANNEXE 2. LISTE ALPHABETIQUE DES PAYS REPRESENTES**

Belgique  
 Bénin  
 Burkina faso  
 Cambodge  
 Cameroun  
 Cap vert  
 Congo  
 Côte d'Ivoire  
 France  
 Gabon  
 Guinée  
 Laos  
 Mali  
 Sénégal  
 Suisse  
 Togo  
 Tunisie